Bulletin des Négociations de la Terre

CRIC 7 #2

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

En Ligne sur http://www.iisd.ca/desert/cric7/

Vol. 4 No. 210 Publie par l'Institut International du Développement Durable (IIDD) Mercredi 5 novembre 2008

LES FAITS MARQUANTS DES CRIC 7 ET CST S-1 DE LA CLD: 3-4 NOVEMBRE 2008

La septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC 7) et la première session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie (CST S-1) de la Convention sur la lutte contre la désertification (CLD) se sont ouvertes à Istanbul, Turquie, le lundi 3 novembre 2008. La réunion plénière d'ouverture conjointe de la session de deux semaines a entendu les déclarations liminaires de ses hôtes turcs, des dirigeants de la CLD et de certains groupes régionaux. Les groupes régionaux se sont ensuite réunis lundi après-midi et toute la journée de mardi 4 novembre.

PLENIERE D'OUVERTURE CONJOINTE

Hasan Sarikaya, Sous-secrétaire d'état au Ministère de l'environnement et des forêts, Turquie, a rappelé à l'ordre la réunion et a souhaité la bienvenue aux participants à l'ouverture des réunions conjointes de la CRIC 7 et de la CST S-1. Il a introduit un court métrage, "La Turquie, un pays à croissance verte," qui présente les défis environnementaux posés à la Turquie et les réponses qu'elle y apporte. Le film souligne que ce pays est confronté à un problème d'érosion sur 80% de sa surface terrestre et ce, à des intensités variées, et indique qu'elle comptera parmi les pays les plus touchés par les changements climatiques que connait la planète. Il décrit les efforts fournis par la Turquie pour améliorer ses sols, notamment, à travers des projets de boisement des bassins versants.

Sarikaya a ensuite présenté un message de la part du Président de la Turquie. Il a mis en relief la nature transfrontière des problèmes examinés, et le besoin, qui en découle, de travailler ensemble. Sarikaya a également lu un message de bienvenue de la part de Recep Erdogan, Premier ministre de Turquie, et a fait part des vœux de bienvenue du ministre de l'agriculture et des affaires rurales et celui de la culture de la Turquie.

Veysel Erolu, Ministre turc de l'environnement et des forêts, a déclaré que la désertification est aujourd'hui l'un des problèmes environnementaux les plus importants qui cause pauvreté, migration, chômage et qui pose des menaces à la sécurité, notamment alimentaire. Il a mis en relief le rôle que le plan-cadre stratégique (la Stratégie-cadre) peut jouer dans la réduction de la pauvreté. Erolu a souligné l'importance de la coopération aux niveaux tant régional qu'international. Soutenant "que nous ne pouvons laisser les sols disparaitre en silence," il a donné un aperçu des défis auxquels la Turquie est confrontée dans le domaine de la désertification, ainsi que des initiatives entreprises par le pays pour la combattre.

Luc Gnacadja, Secrétaire exécutif de la CLD, a noté que l'érosion des sols continuait. Attirant l'attention sur la relation entre les menaces mondiales, telles que l'insécurité alimentaire et les changements climatiques et sur l'importance de la gestion durable des sols, il a appelé à un régime de changements climatiques nouveau, intégrant et tenant pleinement compte de l'interaction entre le phénomène des changements climatiques et celui de l'érosion des sols, et du cadre d'action offert par la gestion durable des sols. Gnacadja a mis en exergue les réformes menées, en matière d'organisation, pour l'application des décisions de la CdP 8 de la CLD et les extrants attendus des CRIC 7 et CST S-1, notant que le budget du Secrétariat ne peut pas rester au niveau approuvé par la CdP 3 à Recife, alors que ses responsabilités s'agrandissent. Soulignant que le Secrétariat a, lui aussi, de grandes attentes de la part des parties, il a suggéré que les conclusions de la réunion indiquent les rôles que les parties auront besoin de remplir.

Christian Mersmann, Directeur général du Mécanisme mondial (MM), a noté que la Stratégie-cadre établit un cadre commun pour l'amélioration de l'impact de la CLD et donne un élan à l'amélioration de la quantité et de la qualité des services que le MM rend aux parties à la CLD. Il a précisé que le MM s'est adapté à la Stratégie-cadre, qu'il s'est restructuré et qu'il continuera à appliquer, au cours de son travail, les évolutions nécessaires, sur la base des orientations fournies par les parties. Il a souligné que l'impact du travail accompli par le MM au niveau national et sous-régional est déjà ressenti. Mersmann a noté que la mise en place du Programme de travail conjoint entre le Secrétariat et le MM constitue une grande réussite pour l'esprit de la Stratégie-cadre et pour le dépassement du "vieux clivage" entre le Secrétariat et le MM. Il a signalé qu'il s'agit là d'un "document vivant" pour l'amélioration de la coopération, qui représente une première tentative de tracer les contours de la coopération entre le MM et le Secrétariat. Il a applaudi les efforts fournis par le Secrétaire exécutif pour faire de la Convention un acteur majeur dans la gouvernance environnementale mondiale. Mersmann a ajouté qu'il attend avec impatience les résultats de l'évaluation du MM par l'Unité d'inspection conjointe (UIC), car elle donnera l'occasion de placer le MM dans le cadre de la Convention. Il a encouragé les participants à relire le mandat du MM, tel qu'il avait été adopté dans l'Article 21 de la Convention, affirmant que le MM est en train d'opérer dans le cadre de ce mandat.

José Herranz, Directorat général des ressources naturelles et de politique forestière, au nom de la Présidente de la CdP et Ministre espagnole de l'environnement rural, marin et naturel, Elena Espinosa, a noté que la Stratégie-cadre fournit de nouveaux instruments pour l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention et de sa synergie avec les autres conventions de Rio. Il a donné un

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alexandra Conliffe, Wagaki Mwangi, Lynn Wagner, Ph.D., et Kunbao Xia. Edition numérique: Ángeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), le ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'espace maritime. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2008, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La version française du *Bulletin* est financée par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), et la version espagnole, par le ministère espagnole de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB à la CRIC 7 de la CCD et à la Session extraordinaire du CST, peut être contactée par courriel à <lynn@iisd.org>.

aperçu des avancées réalisées par le Secrétariat l'année écoulée, ainsi que l'attention dont a bénéficié la Convention à la réunion de la Commission du développement durable (CDD), en mai 2008. Il a indiqué que les parties à la Convention doivent fournir l'énergie nécessaire à assurer la place de Convention dans l'ordre du jour international, a encouragé une mise en application souple et pratique de la Stratégie-cadre et a mis en exergue le soutien apporté par le gouvernement espagnol.

Notant que la complexité des problèmes sociaux et environnementaux de l'actuel millénaire fait qu'ils ont un impact particulier sur le monde en développement et qu'ils nécessitent une réévaluation de ce qui a été accompli à ce jour, Israël Torres, Président de la CRIC 7, a souligné l'importance de cette réunion conjointe, en tant que point de départ d'un nouveau chapitre dans la vie de la CLD. Il a déclaré que cela appelle à des processus de renouvellement de l'ingénierie, à des enseignements à tirer des points faibles et à une extension des points forts, dans tous les aspects de la Convention, y compris les organes subsidiaires et les parties de la CDD.

William Dar, Président du CST, a souligné le rôle que le CST jouera dans la réforme de la CLD. Il a noté que la Stratégie-cadre indique que le CST doit produire des extrants scientifiques rationnels et des recommandations tournées vers la politique, et que le CST réformera le style de ses réunions. Il a rapporté qu'un consortium de cinq institutions importantes a été sélectionné pour aider à l'organisation de la CST 9, et a invité les participants à consulter le kiosque de European DesertNet, à cette réunion, pour obtenir plus de précisions sur la CST 9. Il a ajouté que la CST 9 devrait prendre la décision d'institutionnaliser les avis scientifiques fournis par les experts, en prenant, comme modèle, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique.

Sarikaya a ensuite invité quatre intervenants à donner leurs déclarations.

La représentante d'Antigua et Barbuda, au nom du G-77/CHINE, a souligné le soutien du G-77/Chine en faveur de la Stratégie-cadre, mais a fait part de ses réserves concernant l'accomplissement du quatrième objectif de la Stratégie-cadre, relatif à la mobilisation des ressources. Elle a appelé à l'ouverture d'un dialogue politique informel avec les pays industrialisés parties, sur le financement, avant la CdP 9; le FEM à renforcer son point focal de l'érosion des sols, de la désertification et du reboisement; la communauté des donateurs à augmenter son allocation des ressources financières destinées aux points focaux dans le cadre de la cinquième reconstitution du FEM; et à une évaluation du MM, y compris sa relation avec son hôte, le Fonds international pour le développement agricole. Elle a précisé que le G-77/Chine attend avec impatience l'évaluation de l'UIC du MM et qu'il demandera des éclaircissements sur les raisons du retardement de l'évaluation.

La France, au nom de l'UNION EUROPEENNE (UE), a souligné le besoin pour les parties de respecter la Stratégie-cadre et que la principale conclusion de la CRIC 7 est d'avancer dans les modalités de travail futures des organes de la Convention, y compris: leurs dispositions concertées, la gestion de l'information et les systèmes de communication des données, et les principaux indicateurs pour l'évaluation des effets et impacts. Le délégué a encouragé la CLD à promouvoir vigoureusement le message concernant l'érosion des sols, avant la réunion de 2009 de la CdP à la CCCC, à Copenhague, et a suggéré que la CLD apporte également une contribution au cinquième Forum mondial de l'eau et qu'elle obtienne les conclusions de la septième session de la CDD, programmés tous deux pour 2009.

L'Ukraine, au nom des pays d'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a mis l'accent sur l'importance des programmes de travail soumis à l'examen, à cette réunion. Le délégué a également souligné qu'il est important de tenir compte des intérêts de l'ensemble des régions, et a attiré l'attention sur l'initiative régionale de mobilisation des ressources financières pour le renforcement de la mise en œuvre de la CLD en Europe centrale et orientale.

La représentante de Jeunes angolais pour l'écologie, au nom des organisations de la société civile (OSC), a déploré le manque de ressources financières pour la Convention, y compris la réduction des fonds destinés à financer la participation des OSC et des délégués des pays en développement. Elle a réitéré l'engagement des OSC à participer et à offrir au CST des capacités dans les domaines de l'information, de l'expérience et des technologies, et a souligné le besoin d'améliorer les procédures de communication et la structure des rapports nationaux établis à l'intention de la CLD. Elle a ajouté que la participation des OSC, dans cet aspect, doit être assurée au moyen de mécanismes vérifiables.

Les participants ont, ensuite, regardé un film vidéo montrant des responsables et des étudiants turcs de Ali Diza Özderici High School, à Kemerburgaz, près d'Istanbul, en train de planter des arbres en l'honneur des CST S-1 et CRIC 7, 193 arbres pour représenter les 193 parties à la Convention et dix arbres par délégué.

DANS LES COULOIRS I

Plusieurs participants avaient, en quittant la cérémonie d'ouverture, un sentiment positif au sujet des deux semaines à venir. Ils venaient juste d'apprendre que le Gouvernement turc était en train de planter dix arbres pour chaque délégué présent à la réunion, et nombre d'entre eux ont émis des observations sur la bonne organisation de la réunion par le Gouvernement turc. D'autres ont estimé que le Secrétaire exécutif, Gnacadja, a, dans sa déclaration liminaire, planté des racines solides pour la poursuite de l'élaboration de la Stratégie-cadre au cours des deux prochaines semaines. Quelques parties étaient, toutefois, surprises d'avoir eu à constater que la parole n'a pas été donnée au parterre pour les observations des diverses parties, même si la plénière d'ouverture conjointe s'est terminée avant l'heure prévue. Au moment où les parties prenaient le chemin vers leur journée et demi de réunions régionales, certains ont déclaré s'attendre à la création possible de groupes de contact durant la seconde semaine, pour faire avancer les discussions de la réunion autour du programme de travail, du suivi et des indicateurs, et de la structure future du CRIC.

DANS LES COULOIRS II

Alors que le monde attend de voir le "changement" que les américains pourraient inaugurer à travers leur élection nationale, mardi, les participants aux CRIC 7 et CST S-1 étaient aux prises avec leur propre changement. Après une journée et demi de concertations de groupes régionaux, concentrées sur les programmes de travail individuels et conjoints du Secrétariat et du MM, et sur les indicateurs pour mesurer l'impact, quelques participants ont suggéré que cela allait prendre plus de temps de s'adapter au changement envisagé dans le plan-cadre stratégique adopté par les parties à la CdP 8. Les participants ont indiqué que le plus grand défi à relever durant les deux prochaines semaines pourrait consister à s'ouvrir sur les réformes qui ont eu lieu l'année écoulée dans le cadre de la Convention, dont: le changement de paradigme pour passer à une démarche tournée vers des résultats palpables dans le domaine de la mise en œuvre; la réparation des relations institutionnelles; et, la suscitation du respect des indicateurs de mesure par les parties. Les américains ont attendu deux ans pour